L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.
DIMANCHE, 31 JUILLET 1887

PETITES ANNONCES.

A VENDRE.

A VENDRE.—Six terrains et bâtisses dans l'île et comprix entre les rues Gaiven, Abadie, Mire et Cayaga, 3me district, S. Blaisi, 58 Royale. 24 juil—4 dim.

A VENDRE.—Pour cause de retraite des affaires du propriétaire, une boulangerie à la Baie St-Louis, Miss., établie depuis trente-cinq ans et faisant de bonnes affaires. Pour renseignements, s'adresser à Mme D. Magnon, Baie St-Louis. 28juillet—7f

A VENDRE—à très bas prix, la belle résidence formant l'encoignure Levée et Avenue Jourdan. Vaste emplacement, magnifiques ombrages. S'adresser sur les lieux. 17 juil—2 sem

A vendre à Bilexi—Des propriétés et des terrains. S'adresser 176 rue Canal. 17juil—2sem.

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Romain Buisière.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 20,813—Division B. —Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte provisoire présenté par J. B. E. Laiche, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
31 juil—31—août 5,9

Succession de Anna Marin Martin.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No. 18,960—Division C—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte provisoire présenté par Peter Ostheimer, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
28 juil—28—2 août Greffier.

Succession de Boyd Robinson.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No. 21,749—Division C—Attendu que Mme Jane Robinson, veuve de Boyd Robinson, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Boyd Robinson, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
23 juil—23—27 31.

Succession de Peter Jensen,

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No. 21 745—Division C—Attendu que Gabriel Villeré, administrateur public, a présenté sa requête à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Meta Mertens, veuve de Peter Jensen, décédée intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
23 juil—23—27 31. Greffier.

Succession de Paolo Corvaja.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No. 21,741—Division C—Attendu que John O. H. Ross a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Paolo Corvaja, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
23 juil—23—27 31

OFFICIEL.

Exposé du Fonds des dépenses judiciaires de la Paroisse d'Orléans pendant l'année expirant le 31 décembre 1886.

DÉPARTEMENT DE L'EXÉCUTIF,
Etat de la Louisiane.

CONFORMÉMENT aux dispositions de la loi No 130 de l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane approuvée le 10 avril 1884, nous SAMUEL DOUGLAS McENERY, Gouverneur de l'Etat de la Louisiane, et Oscar Arroyo Secrétaire d'Etat, ayons avec examiné et confaçé les timbres judiciaires qui sont nécessaires et requis par la loi pour la mise à exécution des dispositions de l'Acte précité qui sont émis sous l'autorité de l'Article 143 de la Constitution de l'Etat et qui sont actuellement entre les mains de l'Auditeur des Comptes Publics, de l'Agent Fiscal et du Trésorier d'Etat, ainsi que le montant des timbres vendus, le produit de la vente et la manière dont il en a été disposé pour le compte du fond des dépenses judiciaires, de l'Etat, nous sommes arrivés au résultat suivant, établi dans les livres de l'Agent Fiscal de l'Auditeur des Comptes Publics et du Trésorier de l'Etat et que nous certifions correct.

Montant des timbres judiciaires entre les mains de l'Auditeur des Comptes Publics, le 31 décembre 1885, d'après l'exposé déposé et mentionné dans le bureau du secrétaire d'Etat, le 5 janvier 1886, et inscrit dans l'Abeille et le Times-Democrat, journaux publiés à la Nouvelle-Orléans, conformément à la section 44 de la loi susdite, cent mille piastres..... $100.000 00

Montant des timbres judiciaires de la fabrication des dits timbres, par l'entremise du Gouverneur et du Secrétaire d'Etat, selon le procès verbal de livraison en date du 11 novembre 1886, enregistré au bureau du Secrétaire d'Etat, cent quatre-vingt dix mille piastres..... 190.000 00

Montant total des timbres judiciaires entre les mains de l'Agent Fiscal et de l'Auditeur des Comptes publics, le 21 décembre 1886, deux cent quatre vingt dix mille piastres..... 290.000 00

Montant total des timbres judiciaires vendus par l'Agent Fiscal depuis la mise à l'Auditeur des Comptes Publics, le 21 décembre 1886, jusqu'au 31 décembre 1886, inclusivement, quatre vingt-quatorze mille neuf cent quarante neuf piastres, 62 cts..... 94.949 62

Montant des timbres judiciaires entre les mains de l'Agent Fiscal, le 31 décembre 1886, quatre cent soixante huit mille six cent vingt neuf piastres, 75 cts..... 468.629 75

Montant des timbres judiciaires entre les mains du Trésorier d'Etat, le 31 décembre 1886, selon l'exposé dû 5 janvier 1886, dix mille six cent six piastres, 87 cts..... 10.606 87

Et nous certifions en outre que, après examen, nous avons livrés à l'Auditeur des Comptes Publics, celui ci a émis des warrants contre le dit Fonds de Dépenses Judiciaires, pendant l'année finissant le 31 décembre 1886, en paiement des montants suivants et pour les objets ci après établis savoir :

A James Buckley, d'adjudicataire chargé de la fabrication des timbres judiciaires, par lui livre le 11 novembre 1886, inclus, par lui livrés, cent mille piastres..... 750 00

En paiement de fournitures de bureau fiviés aux divers fonctionnaires de la paroisse d'Orléans qui y avaient droit en vertu de la loi 132 de 1880, deux mille cinq cent cinquante cinq piastres, 13 cts..... 2.555 13

Pour le paiement des appointements dus aux divers officiers employés de la Paroisse d'Orléans et qui sont payables du Fonds susdit du 1er juin de janvier 1886 jusqu'au 31 décembre 1886, inclusivement quatre vingt-quatre mille cent quatre vingt huit piastres, 99 cts..... 94.188 99

Montant total des warrants émis par l'Auditeur des Comptes publics contre le Fonds des Dépenses Judiciaires du 1er jour de janvier 1886 au 31e jour de décembre 1886 inclusivement, quatre vingt dix sept mille quatre cent soixante quinze piastres 02 cts..... 97.464 02

En foi de quoi nous avons apposé nos signatures officielles, accompagnées du Sceau de l'Etat de la Louisiane, en la ville de Baton Rouge, le 31 décembre A. D. 1886.

S. D. McENERY,
Gouverneur de la Louisiane.
OSCAR ARROYO,
Secrétaire

DATE DE FONDATION 1805
COMPAGNIE D'ASSURANCES DE LA NLLE-ORLEANS.
(New Orleans Insurance Company of New Orleans.
Etablie en 1805.
BUREAUX : 3 rue Carondelet, entre Canal et Commune.
CAPITAL - - - $500,000
J. TUYES, Président.
A. SCHREIBER, Vice Président.
JOSEPH A. HINCKS, Secrétaire.
Assure contre les risques de feu, de mer et de rivières, aux taux les plus réduits.
DIRECTEURS :
CHAS T DUCAZON, EDWD J. BOBET.
PIERRE POUTZ, H. GALLY.
D. FAZIO, A. SCHREIBER.
CHAS E SCHMIDT, THEO. SMIEREE.
JULES TUYES, W. C. C. CLAIBORNE
GUS. PITOT, JR.
J. W. HINCKS.

ATTRAIT SANS PRECEDENT!
PLUS D'UN DEMI-MILLION DISTRIBUÉ.
L.S.L.
Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane
Incorporée par la Législature en 1868 dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public.
La création de la Compagnie a été ratifiée par un vote populaire énorme, et reconnue par la présente Constitution de l'Etat adoptée le 2 décembre 1879.
Ses Grande Tirages à Numéro Simple ont lieu tous les mois, et ses Grands Tirages Semestriels ont lieu tous les six mois (Juin et Décembre).
Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, a plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.
Grand Tirage à Numéro Simple,
—A—
L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,
NOUVELLE-ORLEANS,
MARDI, 9 AOUT 1887.
GROS LOT: $150,000
AVIS.—Billets $10 seulement,
DEMI-BILLET $5, CINQUIEME DE BILLET $2, DIXIEME DE BILLET $1.
LISTE DES LOTS :

1 Gros lot de	$150,000	$150,000
1 " de	50,000	50,000
1 Lot de	20,000	20,000
2 Lots de	10,000	20,000
4 Lots de	5,000	20,000
20 Lots de	1,000	20,000
50 Lots de	500	25,000
100 Lots de	300	30,000
200 Lots de	200	40,000
500 Lots de	100	50,000
2,179 Lots s'élevant à		$535,000

LOTS D'APPROXIMATION :

100 Lots d'approximation	$300	$30,000
100 "	200	20,000
100 "	100	10,000
2,000 "	50	50,000

☞ Pour les CLUBS ou toute autre information s'adresser au soussigné. Votre écriture devra être distincte et la Signature lisible. On assurera un service plus rapide de la Poste en employant une enveloppe portant votre adresse en plein.
Remises par Postal Notes, Express Money Order, ou change de New York, dans les lettres ordinaires. Monnaie courante par l'Express (à nos frais). Adresser à
M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lne.
Adresser vos lettres enregistrées à
la New Orleans National Bank, New Orleans, Lne
RAPPELEZ-VOUS que la présence des généraux Beauregard et Early, qui sont chargés des tirages, est une garantie de la parfaite loyauté qui préside à l'distribution des lots. Les chances sont égales pour tous. Personne ne sait d'avoir le numéro qui tire un lot.
RAPPELEZ-VOUS que le paiement de tous les lots est GARANTI PAR QUATRE BANQUES NATIONALES DE LA NOUVELLE-ORLEANS, et que les billets sont signés par le président d'une institution dont les profits inscrits dans une charte, sont reconnus par les tribunaux les plus élevés. Délais-vous donc des contrefaçons et des pièces anonymes.

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Frank Tardo vs. ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No. 21,478—Division C —En vertu d'un ordre émanant de la Cour dans l'affaire entitulée : Gabriel Bourgeois vs. Edmond Théâd, son mari—No 20,983—Division C dans cette affaire soumise à la cour considérant que la loi et l'évidence est en faveur de la plaignante et pour les raisons données verbalement, il est ordonné, adjugé et décrété qu'il y ait jugement en faveur de la plaignante, Françoise Gabrielle Constance Rogagnon et contre le défendeur Edmond Théâd, son mari, décrétant la dissolution de la communauté d'acquets et gains existant aujourd'hui entre eux, et que les frais soient payés par le défendeur.

Jugement rendu le 2 juin 1887.
Jugement signé le 7 juin 1887.
(Signé :) J. A. MONROE, Juge.

En foi de quoi j'ai apposé ma signature et fixé le sceau de ladite Cour, en la ville de la Nlle-Orléans, ce vingt-huitième jour de juin en l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-sept.
(Sceau.) M. A. McDONNELL, Député-Greffier.
26 juil—3f en 30j

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Marchandises sèches, étoffes à robes, etc.

W. G. Vincent vs. Meyer Blumenthal.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 21,713.—En vertu d'un ordre de vente en date du 21 juillet 1887, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire entitulée ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magasine, entre la rue Gravier et le Natchez Alley, dans la Première District de cette ville, le SAMEDI 27 août 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain terrain et tous les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Premier District de cette ville, carré d'Iet borné par les rues St Ferdinand, Casacalvo (maintenant Royale), Presbytère et Levée (maintenant Chartres) désignés par les numéros un et trois sur un plan particulier fait par E. Surgi, anciennement arpenteur, le 15 Juillet 1846, déposé en l'étude de Charles Boudousquié, actuellement notaire en cette ville ; les dits lots mesurent chacun quatre vingt pieds quatre pouces de face à la rue St Ferdinand sur quatre vingt-seize pieds de profondeur entre lignes parallèles et pour les raisons données ci-dessus, le numéro un forme l'encoignure des rues St. Ferdinand et Casacalvo (maintenant Royale), ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et y appartiennent, et toutes les droits, voies, servitudes et privilèges y appartenant.

Ensemble avec soixante actions réduites à cinquante-six actions du fonds capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane qui se trouvent attachées à la dite propriété.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
26juil—26 août 2 9 16 23 27

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVile de District pour la paroisse d'Orléans.—Liberty Landmark vs. ses créanciers—No 21,497. Division C.—Ordre de Cour—Qu'une réunion des créanciers dans cette affaire soit convoquée du 15 juillet 1887 au 22 août 1887, et que tous les créanciers aient une fois à produire leurs affidavits aux fins susdites, conformément à la loi de la date de la dite réunion.

Nouvelle-Orléans, 16 juillet 1887.
Signé : F. A. MONROE, Juge.
Pour copie conforme.
M. A. McDONNELL, Député-Greffier
19 juil—3f au 22août.

VENTES A L'ENCAN

PAR SPEAR & ESCUFFIER.

VENTE DE LIQUIDATION
de tout l'actif, privilèges etc.,
—DU—
Tallow Oil & Fertilizing Co.
—DE LA—
Nouvelle-Orléans, Lne.

PAR SPEAR & ESCOFFIER. — PLACIDE J. SPEAR, encanteur—Bureau, 46 rue Royale—JEUDI, 1er septembre 1887, à midi, il sera vendu à l'encan, au **Tallow Oil & Fertilizing Co.**, derrière le **Crescent City Live Stock & Slaughterhouse Co.**, dans la paroisse St-Bernard, tout l'actif des compagnies nommés par le Board de Directeurs du **Tallow Oil & Fertilizing Co. de la Nouvelle-Orléans**, Louisiane, lors de la réunion tenue le 21 avril 1887 pour liquider les affaires de la dite compagnie et qui consistent en :

1° Les privilèges du bail et servitudes accordés à G. H. Audre par le **Crescent City Live Stock & Slaughterhouse Co.**, d'après un mai 1874, pour toute la durée de la dite lease, dite C. C. L. S. & S. H. Co.—Une copie du dit bail sera lue lors de la vente.

2° Toutes les machines comprenant une **machine à vapeur, quatre rescrvoirs, trois chaudières, un mixer, trois bloc divers.**

3° Deux mulets, trois chevaux, un wagon double, quatre harnais, trois drays, un wagon à ressort avec harnais.

4° Un lot de terre ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans la Paroisse St-Bernard, à environ trois milles plus bas que la ville de la Nouvelle-Orléans, désigné par les deux lettres "A. B." et borné par les rues **St-Claude**, (anciennement Bons Enfants), **Esteben, Mehle et Mehle**, et est divisé en sept lots désignés par les numéros 1 à 7 inclusivement, lesquels dits lots mesurent chacun 33 pieds 6 pouces et 7 lignes de face aux rues Mehle et Esteben, sur une profondeur de 140 pieds 9 pouces entre lignes égales et parallèles.

Deux terrains situés dans la **Paroisse St-Bernard**, carré d'Iet borné par les rues Morales, Esteben, Urquhart et Mehle, désignés comme les terrains Nos 1 et 2 et mesurant, chacun, 33 pieds 11 pouces 7 lignes de façade sur chacune des rues de Mehle et Esteben, sur une profondeur de 140 pieds 9 pouces entre lignes égales et parallèles ; le terrain No 1 formant l'angle des rues **Morales, Morales et Esteben.**

Conditions—Comptant sur chaque lot de vente. Les actes de vente pardevant C. F. Bofinger, notaire, aux frais de l'acquéreur.
28 juil—28—août 4 11 18 25—sept 1er

Succession de Frank Jacob Baker.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No. 21,763.—Division E.—Attendu que Frank A. Baker a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Frank Jacob Baker, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
28 juil—28—août 2,7

ANNONCES JUDICIAIRES.

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Je certifie par la présente que le jugement ci-dessus mentionné a été rendu dans cette Cour dans l'affaire susdésignée intitulée dans les comme et avec les chiffres susdits, suivants : Gabriel Bourgeois vs. Edmond Théâd, son mari—No 20,983—Division E dans cette affaire soumise à la cour considérant que la loi et l'évidence est en faveur de la plaignante et pour les raisons données verbalement, il est ordonné, adjugé et décrété qu'il y ait jugement en faveur de la plaignante, Françoise Gabrielle Constance Rogagnon et contre le défendeur Edmond Théâd, son mari, décrétant la dissolution de la communauté d'acquets et gains existant aujourd'hui entre eux, et que les frais soient payés par le défendeur.

Jugement rendu le 2 juin 1887.
Jugement signé le 7 juin 1887.
(Signé :) J. A. MONROE, Juge.

En foi de quoi j'ai apposé ma signature et fixé le sceau de ladite Cour, en la ville de la Nlle-Orléans, ce vingt-huitième jour de juin en l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-sept.
(Sceau.) M. A. McDONNELL, Député-Greffier.
26 juil—3f en 30j

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Marchandises sèches, étoffes à robes, etc.

W. G. Vincent vs. Meyer Blumenthal.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 21,713.—En vertu d'un ordre de vente en date du 21 juillet 1887, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire entitulée ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magasine, entre Gravier et Natchez, dans le Premier District de cette ville, le MARDI, 2 août 1887, à 10.30 heures A. M., de la propriété ci-dessous décrite, à savoir :

Au No 119 rue St Louis, un stock d'étoffes à robes, jerseys, corsets, garnitures, velours, flanelles, coton, etc., selon un inventaire en mon bureau.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
22 juillet—22 28 29—2 août

ANNONCE JUDICIAIRE.

La Banque des Citoyens de la Louisiane vs Alfred Marchand.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans, No 21,554—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan public, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magasine, entre la rue Gravier et le Natchez alley, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 13 août 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain terrain avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Premier District de cette ville, carré d'Iet borné par les rues Gravier, Casacalvo, Franklin et Galvez, désignés par les numéros quatre et cinq sur un plan particulier fait par E. Surgi, anciennement arpenteur, le 15 Juillet 1846, déposé en l'étude de Charles Boudousquié, actuellement notaire en cette ville ; les dits lots mesurent chacun quatre vingt pieds quatre pouces de face à la rue St Ferdinand sur quatre vingt-seize pieds de profondeur entre lignes parallèles et pour les raisons données verbalement, le numéro cinq forme l'encoignure des rues St. Ferdinand et Casacalvo (maintenant Royale), ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et y appartiennent, et toutes les droits, voies, servitudes et privilèges y appartenant.

Ensemble avec soixante actions réduites à cinquante-six actions du fonds capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane qui se trouvent attachées à la dite propriété.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant pour payer la réclamation du plaintif, comptant, à savoir : la somme de deux cent quarante dollars, montant du privilège pour cette année, et pour le surplus, le montant d'emprunt par un dit vendeur à partir du 1er octobre 1881 de plus la somme de quatre cent quatre vingts dollars, montant des contributions sur meubles et immeubles pour cette année, et pour un an d'intérêt sur cent quatre vingts dollars, à partir du 1er décembre 1881 ; et cent quatre-vingts dollars à partir du 1er décembre 1882 et trois cent quatre vingts dollars à partir du 1er décembre 1883 et cent quatre vingts dollars à partir du 1er décembre 1884, et huit cent quatre vingts dollars à partir du 1er décembre 1885, et huit cent cinquante dollars à partir du 1er décembre 1886, et huit cent cinquante dollars à partir du 1er décembre 1887, et huit cent cinquante dollars à partir du 1er décembre